



JOURNAL DU CHAOS

Les grandes épidémies meurtrières ont disparu. Elles ont toutes été remplacées par une seule : la prolifération des êtres humains eux-mêmes. Jean Baudrillard

Semaine 14 du 30/03 au 5/04 - 2020





Politique

Nouvelles du front - Garovirus 19

Les nouvelles concernant le coronavirus et les dommages collatéraux qu'il provoque sont ingérables par leur masse et leur diversité. Nous n'offrons ici que le reflet de ce qui nous a paru significatif.

Le professeur Didier Raoult a publié les résultats de son essai clinique portant cette fois sur 80 patients. Il y annonce « la démonstration *in vitro* de la synergie hydroxychloroquine-azithromycine pour contrer la réplication du SARS- CoV-2 », autrement dit le coronavirus Covid-19.

Après avoir signé un décret autorisant sa prescription contre le Covid-19 « dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire », le Premier ministre et son ministre de la Santé, Olivier Véran, ont précisé qu'elle le serait uniquement pour les personnes en état grave.

Le ministre de la Santé, un certain Olivier Véran, a annoncé son objectif de porter à 14 000 le nombre de lits de réanimation - 7 000 actuellement au 29/3 - ainsi que de porter les tests de dépistage à 50 000 jour auxquels s'ajouteront plus de 100 000 tests rapides/jour en juin.

Selon les chiffres de Santé publique France, il y avait samedi (28/3) 17 620 personnes hospitalisées dans le pays et 4 273 en réanimation ou en soins intensifs. Des données qui recouvrent de fortes disparités régionales en valeur absolue.

Le laboratoire pharmaceutique Sanofi peut produire 300 000 boîtes de chloroquine chaque semaine. Partout, les laboratoires qui commercialisent un générique ou une variante de la chloroquine se préparent à relancer leurs chaînes de production. On recense dix-neuf usines, dont sept en Inde, qui sont en mesure de les fabriquer.

Face aux critiques le gouvernement a réagi sur plusieurs fronts : la commande d'un milliard de masques - mais tous les pays sont confrontés au même problème - la consommation étant de 40 millions par semaine. Principal fournisseur : la Chine. La production nationale est de 8 millions par semaine.

Des conséquences inattendues

Le coronavirus fait des ravages dans les populations, et met l'économie des principales puissances mondiales à genoux. Mais il y a quelques effets positifs.

- On pensait la planète arrivée à un point de non-retour écologique. Le coronavirus a apporté la solution : plus une voiture ou presque ne circule dans les grandes artères, et les usines à l'arrêt ont cessé d'émettre dioxyde d'azote et particules fines. De Venise à Paris on a constaté une nette amélioration de la qualité de l'air.
- Le Covid-19 sape aussi la fureur guerrière. Des cessez-le-feu ont été proclamés ou au moins évoqués ces derniers jours dans la guérilla qui ensanglante les Philippines depuis des décennies, au Cameroun, voire en Syrie, le conflit le plus sanglant de la planète, depuis son déclenchement, il y a neuf ans. Ankara confine ses migrants en partance pour l'Europe.
- Face au choc économique inédit qui s'abat sur eux, les Etats ont réagi comme jamais auparavant. Les gouvernements du monde entier rivalisent à coups de centaines de milliards pour éviter la dépression qui s'annonce.
- Les « gilets jaunes » et les syndicats ont trouvé bien plus performant qu'eux. Le Coromachin a aussi contraint l'Elysée à repousser sine die la réforme des retraites et celle de l'assurance-chômage, et obligé les Trésors publics à faire leurs fonds de poche pour aider les salariés et entrepreneurs indépendants à surmonter la période de chômage qu'ils vont affronter
- Le trafic de drogue est ralenti par la fermeture des frontières et du fait des mesures de confinement et des contrôles de police. Le nombre de cambriolages se réduit et les couvre-feux coupent l'herbe sous le pied des voleurs à la tire.

Autre front, la chasse aux respirateurs. Mais là aussi la demande est mondiale. La France a mobilisé Air Liquide. Une forte demande de médicaments, notamment ceux indispensables en réanimation ainsi que du curare et des antibiotiques. Enfin, mobilisation pour les Ehpad.

L'amende pour non-respect du confinement en France a été fixée à 200 euros en cas de récidive dans les quinze jours, précise un décret gouvernemental publié dimanche au Journal officiel.

Le confinement sans précédent de l'humanité, aux conséquences économiques et psychologiques certainement vertigineuses, s'amplifie de jour en jour. Dans presque soixante pays, regroupant 3,26 milliards d'habitants (43 % de l'humanité) il est interdit ou au moins fermement recommandé de ne plus sortir de chez soi, sauf pour faire des provisions, se faire soigner ou travailler.

La situation devient invivable pour les individus en situation précaire. Accueils de jour et services administratifs sont stoppés, bars, restaurants et sanitaires fermés, maraudes et distributions alimentaires arrêtées. Devant l'urgence, l'ordre de Malte s'est mobilisé.

A Paris quand ils n'ont pas d'autre solution de garde, « *les parents policiers et gendarmes sont invités à emmener leur enfant dans l'école la plus proche de chez eux* », a fait savoir la mairie qui liste sur son site les écoles restées ouvertes pour les enfants du personnel soignant. Les enfants des pompiers de Paris sont également déjà inclus dans ce dispositif.

Plus de 1600 soignants des hôpitaux parisiens sont infectés par le coronavirus. L'âge moyen des personnels infectés est de 39 ans mais une centaine d'entre eux ont plus de 55 ans. Les secteurs les plus touchés sont issus des urgences et de la réanimation.

Les routiers ne sont pas contents. Principal motif de grogne : leur manque de protection (masques, gants, etc.) face à l'épidémie. Mais aussi la fermeture des stations et restaurants autoroutiers qui les privent d'accès aux sanitaires et aux douches. Les syndicats appellent à exercer leur droit de retrait. Les entreprises concernées emploient 60 000 personnes.

Même en temps de coromachin, c'est la guerre. Comme le confirme Renaud Muselier, président de Paca qui a acheté et payé cash des masques hygiénique pour les établissements de santé et les Ehpad de sa région.

Le problème, c'est l'acheminement. Sur le tarmac de l'aéroport chinois, la commande a été rachetée par les Américains cash et l'avion qui devait venir en France est parti aux Etats-Unis. « *Les Américains achètent tous les masques où ils en trouvent et peu importe le prix* », précise l'entourage de Muselier. Enfin, c'est le chaos logistique en Chine et trouver un transporteur fiable relève de l'exploit.

Actu

La poste

Les tournées six jours sur sept ne sont plus qu'un lointain souvenir à La Poste. Depuis lundi, l'opérateur public ne livre plus les courriers, colis et journaux que trois jours consécutifs, les mercredi, jeudi et vendredi. Une baisse de service radicale. « *La Poste se recentre sur ses missions essentielles* », justifie l'opérateur public en encourageant les Français à n'expédier par Colissimo que « *ce qui est strictement nécessaire* ».

Roselyne Bachelot n'a pas tout à fait tort quand elle avance, « *pour nous, politiques, le risque d'en faire trop est devenu plus grand que de ne pas en faire assez* ».

« *Nous devons faire bloc, être unis* » clame l'exécutif. Mais la gauche, la droite et l'extrême droite n'ont nullement l'intention d'adhérer sans piper mot à ces appels à l'union sacrée face auxquels chaque parti joue sa propre partition. Côté socialiste, les sénateurs ont déjà prévu, en accord avec Les Républicains, une commission d'enquête sur la gestion de l'épidémie.

La plus virulente, et pour cause, c'est Marine Le Pen : « *Qu'est-ce que l'unité nationale ? Participer aux mensonges du gouvernement ? Couvrir ses incompétences comme la mise en danger de gens luttant en première ligne contre le virus ? Si c'est cela, je n'en suis pas.* »

Décès de Patrick Devedjian à l'âge de 75 ans du coronavirus. Il était hospitalisé depuis mercredi 25/3. Avocat de profession, ancien député de la 13^{ème} circonscription des Hauts-de-Seine de 1986 à 2017, il fut également porte-parole

du RPR de 1999 à 2001 et Secrétaire général de l'UMP de 2007 à 2008. Il avait commencé sa carrière politique au mouvement Occident avec Gérard Longuet et Alain Madelin.

La colère monte chez les routiers, mais aussi parmi les salariés des bases d'entrepôts logistiques et ceux des transports sanitaires, qui ne s'estiment pas protégés contre le coronavirus. A tel point que les branches transport des fédérations CFTD, FO et CFTC les ont

appelés à exercer leur droit de retrait individuel. Voici qui va venir s'ajouter aux difficultés notamment en matière de ravitaillement.

Dixit François Bayrou : « *La crise que nous vivons ébranle en profondeur les piliers de notre vie en commun. Beaucoup pensent que très vite on recommencera comme avant. Je n'en crois rien (...) L'axe de l'accélération constante des échanges internationaux va être évidemment remis en cause. La question du nouveau modèle se posera nécessairement* ».

Certaines voix s'élèvent pour dénoncer, en France, un état d'urgence qui viendrait bousculer l'Etat de droit. Le danger, ce n'est pas tellement la proclamation de l'état d'urgence c'est son installation dans la durée et aussi qu'il constitue un laboratoire – on le voit par exemple avec l'utilisation des drones pour contrôler le confinement des populations. Sauf que Macron n'a pas la carrure d'un dictateur.

Le président du Sénat, Gérard Larcher, a, lui, assuré qu'il exercerait « son pouvoir de contrôle », notamment sur le traçage des téléphones portables. « *Nous voyons bien qu'un certain nombre de mesures sont dérogoires aux libertés individuelles et collectives* », a reconnu le sénateur sur France Inter.

Elysée

Cornélien. Cauchemar de tout communicant : vivre une crise où chaque événement du jour peut remettre en cause ce que vous aviez décidé la veille. C'est ce qu'affronte Emmanuel Macron depuis l'apparition du SARS CoV2, un virus qui oblige l'exécutif à adapter sa communication tout autant à l'avancée de l'épidémie qu'à celle des connaissances scientifiques.

« *La plus grosse difficulté est ce paradoxe à gérer : il faut faire peur pour que les gens se confinent, mais aussi rassurer pour qu'ils gardent le moral. Cela n'a rien d'évident sur le long terme* », reconnaît un communicant.

L'Élysée vient d'annoncer le déploiement d'un porte-hélicoptères amphibie de la marine - un navire de 200 m et 20 000 tonnes - pour convoyer des patients atteints du Covid-19 entre la Corse et le continent. Un second navire pourrait également être mobilisé aux Antilles pour évacuer les autres patients malades.

En déplacement à Angers, Emmanuel Macron face au déficit dont nos souffrons en matière de protection contre le coronavirus a dit souhaiter « l'indépendance pleine et entière » de la France d'ici la fin de l'année dans la production de masques. Idem pour les respirateurs qui mobilisent Air Liquide, Schneider Electric, Valeo et PSA. « *Nous devons rebâtir notre souveraineté nationale et européenne* » a-t-il résumé.

Macron en a ras-le-bol d'entendre des économistes, des sociologues et des philosophes, experts autoproclamés, venir à la télé déverser leur fiel sur la mauvaise gestion de la crise. En déplacement à Angers, il a enfoncé le clou : « *Quand on mène une bataille, on doit être unis pour la gagner. Et je pense que toutes celles et ceux qui cherchent déjà à faire des procès, alors que nous n'avons pas gagné la guerre, sont irresponsables.* »

Emmanuel Macron a annoncé la création d'un consortium d'industries françaises, regroupant Air Liquide, Schneider Electric, Valeo et PSA, qui aura pour objectif de fabriquer 10 000 respirateurs d'ici mi-mai. Par ailleurs, le gouvernement veut atteindre une capacité d'environ 14 000 lits en réanimation sur le territoire national.

En matière de communication, à l'Élysée on se pose la question de savoir s'il faut continuer ou non de mettre en avant le Conseil scientifique ? Le chef de l'Etat doit-il continuer d'aller sur le terrain pour porter la bonne parole ? Les points presse de Philippe, Véran et Salomon n'alimentent-ils pas un climat déjà très anxieux ? Métaphysique mon cher Watson !

Secret-défense : l'Élysée a été entièrement décontaminé contre le coronavirus par les sapeurs pompiers de la 38^{ème} compagnie NRBC (nucléaire, radiologique, biologique, chimique) basée dans le 17^{ème} arrondissement de Paris.

Gouvernement

« *Les quinze premiers jours d'avril seront encore plus difficiles que les quinze jours qui viennent de s'écouler* », a expliqué samedi 28/3 le premier ministre lors d'une conférence de presse commune avec le ministre de la Santé Olivier Véran. Tant qu'y a à bouffer, ça ira !

Laurent Pietraszewski avait été nommé secrétaire d'Etat chargé des retraites. Mais Macron a sucré le dossier retraite. Notre homme va alors s'occuper de la sécurité des salariés dans l'entreprise dans le cadre de la crise du Coromachin.

Parole de l'inénarrable Sibeth Ndiaye porte-parole du gouvernement qui cumule décidément les bourdes : « *Nous n'entendons pas demander à un enseignant qui aujourd'hui ne travaille pas, compte tenu de la fermeture des écoles, de traverser toute la France pour aller récolter des fraises.* » On devrait l'envoyer au Larzac biner les betteraves !

Jean-Yves Le Drian., le ministre français des Affaires étrangères a annoncé qu'un «paquet financier» allait être mobilisé pour aider les pays les plus vulnérables, notamment en Afrique, à faire face à la pandémie de Covid-19. Tu déconnes pépère, y a d'autres urgences !

La secrétaire d'Etat chargée de l'Egalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations Marlène Schiappa a annoncé l'installation de « points d'accompagnement éphémères » dans des centres commerciaux pour accueillir des femmes victimes de violences en temps de confinement.

Le Quai d'Orsay via le CAPS (centre d'analyse, de prévention et de stratégie) a produit deux notes très denses à l'attention du ministre et de Macron. La première se penche sur ce que révèle le coromachin et pointe nos vulnérabilités. Et « *la réalité montre qu'au contraire, de nouveaux virus et des bactéries plus résistantes continuent d'apparaître* ».

Plus largement, c'est tout le modèle de développement industriel et commercial de type libéral qui mériterait réflexion, des modes de consommation et de production au changement climatique, en passant par la santé animale. Mais inutile de croire à une révolution copernicienne.

Un recul violent et massif de la mondialisation est peu probable, note le CAPS, sauf pression forte des Etats, car les entreprises n'ont pas de raison de renoncer aux avantages des chaînes de production internationales, en termes de coûts, de compétitivité et de profitabilité.

Mais, c'est la dimension politique qui occupe le plus les esprits des diplomates. L'UE, dont les nouvelles institutions s'étaient annoncées comme animées d'une logique "géopolitique", a surtout manifesté une approche juridique et une incapacité à promouvoir une coordination étroite face aux réflexes des Etats.

La sortie de crise risque de prendre l'allure d'une « compétition âpre » prévient la deuxième note du CAPS. Elle mettra à l'épreuve nos vulnérabilités. Le populisme «*peut tout autant*

trouver de quoi se nourrir avec la crise en cours, que ce soit dans les démocraties occidentales ou ailleurs dans le monde : peurs, demande d'autorité, mystique des frontières, doutes sur l'expertise, mise en cause de l'incurie des élites... »

Or une redistribution des cartes est à l'œuvre : Si elle ne peut prétendre à un leadership similaire à celui que les Etats-Unis auraient assumé il y a encore quelques années, la Chine occupe d'ores et déjà le terrain en se rendant indispensable, voire centrale.

Le ministre de l'Action et des comptes publics, Gérard Darmanin, a invité les Français à donner de l'argent pour un fonds de solidarité dédié aux très petites entreprises et aux travailleurs indépendants. En oubliant que cette solidarité est du ressort de l'Etat et s'appelle : l'impôt.

L'aide à l'Afrique réclamée par les Européens n'est pas innocente comme le confirme Jean-Yves Le Drian : « *Il faut aider l'Afrique par solidarité. Il faut aussi l'aider par sécurité, parce que le risque majeur, c'est l'effet boomerang, la réimportation* ».

Institutions

On nage dans la connerie. Le président du Sénat Gérard Larcher a fait nommer - comme le Premier ministre lui avait demandé ainsi qu'au président de l'Assemblée nationale - au Conseil scientifique Marie-Aleth Grard vice-présidente d'ATD Quart-Monde et qui est photographe de profession.

Le Palais Bourbon tourne au ralenti depuis la crise du Covid-19. Les rares séances se déroulent en présence d'un nombre restreint de parlementaires qui représentent des différents courants. Il en va de même pour le Sénat.

Le député LR de la Manche Philippe Gosselin a présenté une proposition de loi afin de créer une Médaille d'honneur des épidémies, pour « *reconnaître le dévouement de tous ceux, civils de toutes natures, militaires, fonctionnaires, bénévoles... qui oeuvrent dans l'ombre en ce moment contre le Coronavirus* ». Faut arrêter le cannabis, coco !

A la suite du décès de Jean-François Cesarini, 49 ans, député LREM du Vaucluse (1^{ère} circonscription), c'est sa suppléante, Souad Zitouni, 45 ans, avocate au barreau d'Avignon et de Carpentras qui lui succèdera à l'Assemblée.

Au-delà de l'urgence et du milliard d'euros déjà engagé par les régions dans le soutien à l'économie, les présidents de région ont exprimé leur « intention commune d'élaborer ensemble un plan de relance, en coordination avec l'Etat », avec la « volonté de construire un nouveau modèle industriel pour l'après-crise ».

Christophe Castaner a présenté une ordonnance au sujet des élections municipales. Celle-ci prévoit que dans les communes où un second tour des élections municipales est nécessaire, il est reporté au plus tard à la fin juin.

Si la situation sanitaire ne permet pas l'organisation du second tour avant la fin du mois de juin, les électeurs des communes non pourvues lors du premier tour seront de nouveau convoqués par décret pour les deux tours de scrutin.

Divers

Un quart des marchés alimentaires de France, couverts ou de plein air, vont rouvrir cette semaine en respectant des protocoles sanitaires stricts face à l'épidémie de Covid19. Les

marchés alimentaires primeurs hebdomadaires sont fermés depuis le 24 mars dans le cadre des mesures de renforcement du confinement.

Le salaire net moyen en équivalent temps plein (EQTP), en 2018, dans l'ensemble de la fonction publique, a atteint 2 300 euros, selon une étude de la direction générale de l'administration et de la fonction publique.

Dans la fonction publique d'Etat, le salaire net était de 2 570 euros, de 1960 euros dans la fonction publique territoriale, et de 2310 dans la fonction publique hospitalière.

Le chef d'état-major des armées, le général Lecointre, a annoncé le rapatriement des troupes françaises engagées en Irak dans le cadre de l'opération Chammal. Les Américains se retirent également. Motif : la lutte contre le Covid-19.

Interrogé par le *Figaro Magazine*, Ségolène Royal a-t-elle le souvenir d'avoir appartenu à un gouvernement qui, sous la férule de Marisol Touraine, a considérablement réduit le budget de l'hôpital public ? « *Nous n'avions pas le temps d'entrer dans tous ces détails* », a répondu Ségolène ! Fallait oser.

Jérôme Guedj, ex-député PS de l'Essonne et coanimateur du laboratoire d'idées Matières grises, vient d'être chargé par Olivier Veran, ministre de la Santé, d'une mission spéciale sur le grand âge pour lutter contre l'isolement des personnes âgées et confinées en période de crise.

Ambassadrice de France au Koweït depuis novembre 2017, Marie Masdupuy a été viré à la demande de plusieurs représentants des expatriés. Les représentants des expatriés se plaignaient notamment de ne plus avoir accès aux locaux de l'Institut français du Koweït avant de citer une « *longue liste de problèmes qui démontre une réelle volonté de l'ambassadeur de porter préjudice à la communauté française* ». Pas courant.

Tambouille macro-machin

Cette crise interpelle tous les partis. LREM n'y échappe pas. Et c'est l'aile gauche qui se manifeste. Pour Guillaume Chiche, « *le temps n'est pas encore à la formulation de propositions mais on se projette dans l'après-crise. Ce drame appelle un changement de modèle, il faudra un certain niveau de radicalité* ».

La majorité s'en remet à Macron et à ses mots du 12 mars pour des «décisions de rupture». « *On a l'orientation du Président pour nous* », plastronne un député tout en faisant croire qu'il « *serait mal venu de créer un rapport de force interne* ».

Droite

Après Gérard Larcher, qui affirmait que la « *désunion nationale serait la pire des choses* », le patron de LR, Christian Jacob, a assuré lundi 30/3 dans « le Figaro » qu'il ne se « *substitue pas à l'exécutif* » et observe que « *le gouvernement est dans son rôle* » et qu'il « *agit* ».

Du côté du RN, Marine Le Pen n'y va pas par quatre chemins et elle accuse le gouvernement de mentir sur « *absolument tout* ». « *L'unité nationale ne peut pas se faire autour du mensonge* », martèle la présidente du RN, qui multiplie tweets et interventions médiatiques pour dire qu'elle a eu « *la prescience* » de la gravité de la crise.

Crise du coromachin aidant, la droite, LR notamment, redécouvre qu'elle a un cerveau et se met à réfléchir sur nos modes de vie. D'abord on vient de se rendre compte que des métiers

délaissés et sous-payés - caissier, infirmier, éboueur, agriculteur etc.- sont nécessaires à notre survie quotidienne. D'où la nécessité de faire valoir le travail plus que la finance.

Pour un Guillaume Peltier, député du Loir-et-Cher, ou Aurélien Pradié, député du Lot, « *on n'évitera pas d'interroger le libéralisme, c'est une évidence* ». Et pour un Eric Woerth, « *il faut repenser notre système, nos modes de consommation pour l'avenir de la planète, mais le pays a aussi besoin de créer des richesses* ».

Guillaume Peltier s'agite. Pour bien faire comprendre qu'il est à la tâche, il a envoyé à tous les adhérents LR un mail agrémenté d'une photo couleur avec ces mots : « *Je suis toujours du côté de la France qui travaille. Je travaille et travaillerai sans cesse et sans relâche, pour la France au travail* ». La France au travail, ça me rappelle un truc, genre journal un tantinet collabo en 1940.

Gauche

Le Premier secrétaire du PS, Olivier Faure, a affirmé dimanche 29/3 qu'il ne voulait pas « *affaiblir le gouvernement* » pendant la crise. Il ne faut « *pas chercher les polémiques inutiles, mais alerter à chaque fois que c'est utile* ».

Il a poursuivi que le ministre de la Santé, Olivier Veran, « *nous avait expliqué que nous ne manquions ni de masques, ni de tests, ni de lits. Donc nous avons considéré qu'il n'y avait pas de raison particulière de ne pas tenir le premier tour* ».

Pour Yannick Jadot, chef de file des écologistes interrogé par *Le Parisien* (31/3) : « *On est dans le dur de la pandémie. Nous devons tous être mobilisés derrière nos soignants et les mesures prises par le gouvernement. Le temps des questions viendra.* »

Et de poursuivre : « *Le diagnostic que nous avons établi se révèle malheureusement fondé sur deux points majeurs. La mondialisation est allée trop loin et a mis en danger notre santé et notre capacité à faire face à de tels chocs. Les virus ont toujours existé. Cette pandémie n'est pas plus une punition de la nature que la peste était une punition divine.*

Mais il est démontré que la déforestation, la prédation des espèces sauvages, l'élevage industriel et bientôt le dégel du permafrost déclenchent et accélèrent la propagation des virus inconnus et potentiellement très dangereux. »

Deux groupes de travail ont été mis sur pied au lendemain du premier tour des municipales. Ces négociations concernent la fusion des listes avec EELV et les bases du futur programme d'Anne Hidalgo. Chaque parti de gauche a envoyé ses missi dominici avant les mesures de confinement.

Voilà une idée qu'elle est bonne ! Jean-Christophe Cambadélis, ancien premier secrétaire du PS, propose que les héros anonymes que sont les médecins, les infirmières, les caissières, les livreurs, agriculteurs et pompiers défilent en tête du traditionnel défilé du 14 juillet. Et qui s'occupera des malades ?

Société

Pas question de rouvrir les marchés couverts. Plusieurs maires d'arrondissements parisiens ont demandé une dérogation pour les primeurs, bouchers et fromagers. Pas question répond la préfecture de police.

Les Restos du cœur sont une véritable entreprise. En temps ordinaire, ils ne proposent pas que de la bouffe mais servent de relais bébés, offrent des coins café, des ateliers d'apprentissage

du français, des cours de cuisine, des jardins d'insertion qui emploient 2500 personnes. Avec la crise, les Restos se concentrent sur la fourniture de paniers repas.

Côté « putes », y a un net ralentissement du job. Les bois de Vincennes et de Boulogne sont rendus à la nature et même sur Internet, les putes voient fondre leur clientèle. Vont-elles demander des indemnités ?

Paradoxalement, les plateformes de livraison de plats cuisinés et autres connaissent une baisse de régime. Confinés, en stress à l'idée d'être contaminés au moindre geste, les Français font preuve de défiance. Tout ce qui vient de l'extérieur inquiète, encore plus lorsqu'il s'agit de l'alimentation. Sauf à Paris où elles sont débordées.

Faits divers

Les Roms n'ont pas tardé à se manifester afin de profiter de la crise du Covid-19 et ont déplacé leur traditionnel commerce - vols, cambriolages, etc - pour arraisonner des camions de nourriture et cambrioler les supermarchés. Dans la Marne et dans l'Aisne, la police est rapidement intervenue. Les hommes arrêtés étaient connus des services de police.

Des médecins libéraux de Figeac dans le Lot ont fait part de leur mécontentement après avoir reçu de la part de l'État, des masques datant de... 2001. Ces derniers sont totalement inutilisables.

Migration/islam

Craignant une crise sanitaire due à la pandémie, les autorités turques ont fait évacuer ces derniers jours la plupart des réfugiés massés à la frontière avec la Grèce depuis la fin du mois du février.

La plupart des personnes coincées à la frontière, pour beaucoup des familles avec de jeunes enfants, ont finalement été emmenées vers des centres de rétention dans neuf provinces de Turquie, où elles ont été placées en quarantaine. Le ministre de l'Intérieur précise que ces populations seraient libres de revenir à la frontière grecque une fois la menace de pandémie écartée.

Alors que *Le Parisien* relevait la situation critique du département 93, l'un de ceux où le confinement est le moins respecté, les quartiers dits « sensibles » nécessitent chaque jour des interventions des forces de l'ordre.

Au-delà des effractions croissantes des pharmacies, les policiers sont régulièrement pris à partie lorsqu'ils interviennent pour mettre fin à des regroupements ou exiger la fermeture de commerces restés ouverts illégalement.

Ecologie/ sciences & techniques

L'activité économique étant au ralenti, les émissions de polluants issues du trafic routier et des industries ont chuté de façon vertigineuse. Résultat : d'après l'Institut national de l'environnement industriel et des risques, les concentrations de dioxyde d'azote dans l'air des grandes villes françaises ont été divisées par deux par rapport aux valeurs attendues.

La crise du Covid-19 a des effets positifs sur l'environnement. Moins de nuisances, des oiseaux se remettent à chanter, des animaux sauvages laissés tranquilles en partie grâce à l'arrêt de la chasse, c'est aussi moins de CO². La crise n'a pas que des inconvénients.

Une note diffusée vendredi 27 mars par Atmo France, qui regroupe l'ensemble des organismes de surveillance de la qualité de l'air, conclut qu'« une exposition chronique à la pollution de l'air est un facteur aggravant des impacts sanitaires lors de la contagion par le Covid19 ».

Le collectif Air Santé Climat a interpellé l'Etat sur « *la nécessité de limiter drastiquement les épandages agricoles, afin de tout mettre en œuvre pour limiter la propagation du virus* ».

Didier Raoult et la chloroquine



Un professeur de médecine marseillais, très respecté, Didier Raoult, 68 ans, spécialiste en microbiologie et à la tête d'un institut high-tech a mis en place un dépistage massif du Covid-19 quand les autorités sanitaires ont longtemps défendu une lutte ciblée. « Il a compris qu'il fallait regrouper le dépistage, le soin, l'hospitalisation et la recherche, salue Renaud Muselier, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et médecin. Il a été visionnaire, ça fait sa force aujourd'hui. ». C'est à lui que l'on doit la découverte de l'efficacité de la chloroquine dans le traitement du Covid-19 au grand dam d'un conseil scientifique macronien plus que sceptique, tant Raoult marche sur leur plate-bande. Raison pour laquelle il a démissionné de ce dit conseil. Efficace la chloroquine ? L'avenir le dira mais une chose est sûre, ce n'est pas la chloroquine qui tue les malades.

Economie

L'adaptation des appareils productifs à l'épidémie se retrouve dans toute l'Europe : les équipements sanitaires manquent partout alors que des pans de l'économie sont à l'arrêt. Dans un contexte d'urgence sanitaire, la réorientation paraît logique pour beaucoup d'industries, d'autant que des interdictions d'exportation frappent masques, respirateurs, voire désinfectants dans plusieurs pays, ce qui oblige chaque Etat à subvenir à ses besoins.

Les professionnels de la restructuration d'entreprise s'attendent à des dépôts de bilan en série, malgré les mesures du gouvernement pour préserver la trésorerie des TPE et PME.

« C'est sans commune mesure avec la crise de 2008. Cette fois, c'est toute l'économie qui est arrêtée : tourisme, restauration, industrie.... J'ai du mal à appréhender à ce stade comment les entreprises vont réussir à passer cette épreuve », témoigne un administrateur judiciaire.

L'après virus. Dirigeants d'entreprises, ménages des classes moyennes et supérieures... Beaucoup craignent de devoir à nouveau passer à la moulinette fiscale après l'éradication de la pandémie. Entre 2011 et 2014, les ménages ont payé entre 50 et 70 milliards d'euros d'impôts supplémentaires.

Le dispositif, plus communément appelé «chômage partiel» ou «chômage technique», est l'une des armes que les pouvoirs publics ont dégainée afin d'amortir la crise déclenchée par l'épidémie de Covid19. Sauf que sa mise en œuvre, dans un Etat jacobin comme le nôtre, est tordue. 220 000 sociétés, employant au total 2,2 millions de salariés, se sont déjà manifestées.

Le flot de candidats à l'activité partielle s'est accompagné de nombreux couacs et d'embouteillages en série. A maintes reprises, les organisations patronales se sont émues que plusieurs de leurs adhérents voient leurs requêtes rejetées.

« Des Direccte* posent des conditions ou émettent des doutes, en se fondant sur des analyses qui ne sont pas conformes aux déclarations de la ministre », rapporte Alain Griset, le président de l'Union des entreprises de proximité (artisans, commerçants, professions libérales).

(* direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

Note de conjoncture de la banque Natixis. La banque prédit quatre effets économiques de la crise du coronavirus : 1) Déglobalisation : on va (re)produire local face au commerce international, 2) Hausse durable des dépenses publiques de santé, d'indemnisation du chômage, de soutien des entreprises, donc fin de l'austérité budgétaire là où elle s'était installée (en Europe) et de la concurrence fiscale.

3) "Compréhension qu'il faut que l'Etat intervienne pour définir et développer les industries stratégiques (nouvelles techno, pharma, énergies renouvelables), 4) Compréhension (même aux US) que toute la population doit bénéficier d'une protection sociale convenable.

Alors que la pandémie fait rage, Andrea Enria, le président du conseil de surveillance de la Banque Centrale Européenne a demandé aux établissements financiers de la Banque Euro de faire preuve de sagesse dans la distribution des bonus à des actionnaires avides.

Quatre millions de salariés sont concernés par le dispositif de chômage partiel dans plus de 400 000 entreprises, a annoncé la ministre du Travail, Muriel Pénicaud. Des chiffres en forte progression. Selon le service statistiques du ministère (Dares), 42 % travaillent dans des entreprises de moins de 20 salariés, et 13% dans des établissements de plus de 250.

Culture/médias

Le chanteur Christophe, âgé de 74 ans, l'un de nos derniers rockeurs bien allumé, a été hospitalisé dans un hôpital parisien et admis en réanimation en raison d'une « insuffisance respiratoire », a indiqué son entourage.

Si Prisma média (Voici, Géo, Capital...) s'est avéré un groupe exemplaire en matière de télétravail pour faire face à la pandémie du coronavirus, son président Rolf Heinz doit désormais présenter un plan de continuation de l'activité. Il devra notamment décider de la poursuite de l'impression, alors que les ventes de magazines s'effondrent.

Distribution de la presse : des éditeurs de presse quotidienne sont vent debout contre la décision de La Poste de limiter la distribution du courrier à trois jours par semaine.

Arnaud Lagardère qui était rentré au conseil d'Europe 1 il y a trois ans au moment où l'audience de la station chutait, a filé à l'anglaise, alors que la pression du fonds Amber Capital se resserre sur lui et veut sa peau. Sa participation de 7,35 % dans Lagardère, entièrement nantie auprès du Crédit Agricole, vaut deux à trois fois moins que son prix de revient.

Face à la crise sanitaire, le patron de Canal + Maxime Saada pourrait revoir le calendrier de son projet de redimensionnement de l'activité hexagonale du groupe, dont l'élément central est la suppression de plus de 500 postes sur les 2700 salariés du groupe. Les premiers départs devaient intervenir dès le mois de mai.

Le conseiller numérique du groupe La République en marche (LREM) à l'Assemblée nationale, Pierre-Etienne Pommier, va se présenter à la présidence de France télévisions. Nul autre candidat ne s'est déclaré pour l'instant afin de remplacer cette nuisible de Delphine Ernotte.

Voici une nouvelle qui nous ravit : avec le coromachin, c'est la panique dans le monde du foot, non parce que les joueurs pourraient être contaminés, mais par le manque à gagner publicitaire notamment issu des chaînes de téléloche. Bref, le fric va venir à manquer pour tous ces tarés qui se goinfrent. On espère aussi que le salaire des joueurs va en prendre un bon coup dans la tronche !

Europe

Union européenne. Il fallait s'y attendre, l'Europe marche toujours en ordre dispersé. « *Le climat qui semble régner entre les chefs d'Etat et de gouvernement et le manque de solidarité européenne font courir un danger mortel à l'Union européenne* », a mis en garde l'ex-président de la Commission européenne, Jacques Delors, tandis qu'Emmanuel Macron a appelé dans la presse italienne à « *une solidarité européenne forte au niveau sanitaire et budgétaire* ».

L'épidémie de Covid-19 met en danger « *le projet européen qui risque de sombrer* » dans les divisions internes à l'UE, a mis en garde le commissaire européen à l'Economie, l'Italien Paolo Gentiloni. Un sommet de l'UE s'est terminé sans résultat la semaine dernière et a renvoyé une éventuelle prise de décision à dans deux semaines, en dépit de l'urgence imposée par la pandémie

La Banque centrale européenne a fait savoir qu'elle n'appliquerait plus la règle concernant la limitation des rachats de dette souveraine dans le cadre de son programme d'achat d'urgence pandémique. Un tabou brisé.

La fracture pourrait s'accroître entre le Nord et le Sud de l'Europe. C'est le Sud qui est le plus durement touché par le coronavirus (Grèce, Portugal, Slovaquie, Belgique, Luxembourg, Irlande, France) et qui plaide pour la création d'un instrument commun de mutualisation des dettes sous forme de « coronabonds ».

Les pays du Nord, emmenés par les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Autriche n'en veulent pas préférant la piste du Mécanisme européen de stabilité (MES) un fonds de sauvegarde doté d'une force de frappe de 410 milliards d'euros de lignes de crédit accompagné de plans drastiques d'austérité.

Au final, le « club des radins » (Allemagne, Autriche, Finlande et Pays-Bas), qui a brutalement refusé, lors du sommet européen du 26 mars, la création d'un « *instrument de dette commun* », se montre désormais plus ouvert à l'idée d'affronter de conserve la crise économique qui vient. Sauf que les « coronabonds » restent toujours inacceptables par Berlin et Amsterdam.

Allemagne. Berlin a prévu 123 milliards d'euros de dépenses supplémentaires (3,6 % de son PIB), et se vante même d'avoir un « bazooka » financier de 1.100 milliards en comptant notamment les quelque 822 milliards de garanties d'Etat accordées aux crédits des entreprises.

Le grand équipementier sportif allemand a annoncé qu'il n'allait pas payer les loyers de ses magasins (fermés) outre-Rhin le temps du confinement, « comme beaucoup d'autres entreprises ». Une attitude qui a suscité un vaste mouvement d'indignation dans l'opinion allemande.

Les autorités mettent en avant une politique précoce et massive de dépistage avec désormais « plus de 500 000 tests par semaine », un rythme de dépistage, inégalé sur la planète entière à en croire Berlin.

Belgique. Sophie Vilmès, Premier ministre belge, figure du Mouvement réformateur a surpris ses concitoyens par sa stature et d'avoir su imposer le confinement total à un pays politiquement très divisé. En charge des affaires courantes » depuis octobre 2019, elle vient d'obtenir les « pouvoirs spéciaux » du Parlement.

Espagne. Depuis que le gouvernement a déclaré l'état d'alerte le 14 mars, l'armée est sur tous les fronts pour lutter contre la pandémie de Covid19 qui frappe très durement le pays. Le dernier bilan, mercredi 1^{er} avril, fait état de plus de 102 000 cas confirmés et 9 053 morts.

Les militaires, qui jouissaient déjà d'une bonne image en Espagne, ont participé à la construction de l'impressionnant hôpital de campagne installé dans le palais des expositions de Madrid, l'Ifema, où se trouvent hospitalisés près d'un millier de malades.

Italie. A Venise, la lagune débarassée du va-et-vient des vaporettes qui avaient tendance à ramener les sédiments en surface a retrouvé sa clarté et ses bancs de poissons. Et dans le port de Cagliari, en Sardaigne, une vidéo a fait le buzz : on y voit un dauphin faire des ronds dans l'eau.

Le Sud du pays, le Mezzogiorno, est au bord de l'explosion. En effet, nombre de personnes vivent de petits boulots et sont donc exclus des mesures sociales décrétées par le gouvernement. Cela pourrait concerner 3,7 millions d'Italiens. A Palerme, un supermarché a été pris d'assaut aux cris de « *On n'a pas d'argent, on doit manger* ». A Naples, la situation est tendue.

Hongrie. Le Premier ministre Viktor Orbán a obtenu l'autorisation du Parlement pour légiférer par ordonnances dans le cadre d'un état d'urgence à durée indéterminée. Toutefois la loi est limitée dans le temps : elle peut être révoquée par le Parlement, et la pandémie, espérons-le, aura une fin. L'opposition hurle au coup d'Etat.

Russie. Dans tout le pays, la population est appelée à « rester à la maison », du 28 mars au 5 avril, pour éviter la propagation de la maladie. Et après la suspension des liaisons aériennes internationales, la Russie ferme totalement ses frontières à partir de lundi 30/3.

Les craintes d'un embrasement rapide de l'épidémie ont décidé les autorités à renforcer les mesures de protection. Les établissements scolaires et culturels étaient déjà fermés depuis plusieurs jours, et les Moscovites âgés de plus de 65 ans ou souffrant de maladies chroniques, soumis à confinement obligatoire.

C'est le maire de Moscou, Sergueï Sobianine, qui a été nommé par Poutine pour piloter la lutte contre la propagation du Covid-19. En l'espace de peu de temps, ce technocrate de 61 ans est devenu une sorte de premier ministre bis, voire selon certains le numéro2 du pouvoir..

Suède. A Stockholm, l'heure est à la mobilisation générale contre le virus. Mais pas aux instructions sévères ni au ralentissement intégral des activités. Mardi 31 mars, il était encore possible en Suède de se déplacer librement et d'organiser des rassemblements allant jusqu'à 50 personnes.. Ce qui n'est pas le cas de ses voisins, la Norvège, le Danemark et la Finlande qui s'en inquiètent.

20 % des habitants de la Suède sont nés à l'étranger et le gouvernement est contraint de communiquer en 24 langues à propos des consignes de protection, sans effet pour le moment.

International

Iran. Faisant fi de l'embargo américain, la structure Instex, pensée par la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni pour continuer à commercer avec l'Iran, a fait savoir qu'elle avait effectué une première transaction portant sur du matériel médical pour aider l'Iran à faire face à la pandémie.

Japon. Le Japon retient son souffle. Pour l'instant il semble épargné. Miraculé, même. Car le pays présente des fragilités qui favorisent le déploiement du coronavirus : une population âgée et historiquement fumeuse et donc aux poumons fragiles. Le Japon n'a déploré que 54 décès du coronavirus, sur 1 866 cas découverts à partir de 28 966 tests.

Etats-Unis. Le président américain Donald Trump a invoqué une loi datant de la guerre de Corée pour contraindre General Motors à produire des respirateurs artificiels, indispensables dans la lutte contre le Covid-19. Les Etats-Unis ont dépassé la barre des 100 000 personnes infectées (28/3).

Les autorités américaines ont mis à prix la tête de Nicolas Maduro pour 15 millions de dollars ainsi que celle de son ministre de la Défense et celle du président de la Cour suprême. D'autres dignitaires vénézuéliens sont sous la menace de chasseurs de primes, cette fois pour 10 millions de dollars. C'est le Far West !

Avec 84.946 cas confirmés, dont 1.259 décès, les États-Unis sont désormais le pays le plus touché devant la Chine et ses 81.340 contaminations pour 3.292 décès. Ces chiffres ont poussé nombre d'Etats américains à opter pour des mesures de confinement en vue de ralentir la propagation du virus. Sans compter une explosion des inscriptions hebdomadaires au chômage.

Ne pouvant plus se targuer d'être le champion de l'économie, Donald Trump a changé de ton et prévenu les Américains : « *Notre pays est confronté à une épreuve sans équivalent dans son histoire* », a-t-il lancé, appelant tous ses concitoyens à « *faire des sacrifices* ». « *Nous allons traverser deux semaines très douloureuses.* »

Les soignants de l'hôpital Lariboisière escortés par des vigiles

Par Franck Delétraz

L'épidémie de coronavirus accaparant l'actualité médiatique depuis maintenant plusieurs semaines, d'aucuns pourraient croire que l'ensauvagement de notre pays a connu comme un « ralentissement » ces derniers temps. Or, non seulement il n'en est rien, mais les agressions ciblant les soignants, supposés être en possession de médicaments et de matériel médical, ont littéralement explosé. Au point que, à l'hôpital Lariboisière, dans le 10^e arrondissement de Paris, la direction s'est vue obligée de recruter des agents de sécurité pour escorter son personnel jusqu'aux gares et aux stations de métro alentour.

Il faut dire que l'hôpital Lariboisière est situé à deux pas de la gare du Nord, haut lieu du trafic de stupéfiants dans la capitale, et que le quartier a été au fil du temps complètement abandonné à la pègre ethnique et aux drogués. Ici, inutile pour la police de chercher à faire respecter le confinement : c'est l'émeute assurée... Aussi, on n'aura pas été étonné d'y voir grimper en flèche durant ces dernières semaines les agressions verbales et physiques contre les médecins, infirmières et autres personnels soignants de l'hôpital. Drogués et autres petites frappes tentent notamment de leur extirper de l'argent, d'autres vont même jusqu'à fouiller leurs sacs pour en vérifier le contenu et voir s'ils peuvent y trouver des médicaments ou encore des masques à revendre... Interviewée par BFMTV, qui a eu l'heureuse idée de consacrer un reportage à ces agressions honteuses, une soignante de l'hôpital racontait ainsi : « Avant [le confinement] il y avait toujours du monde, maintenant, on se sent vraiment seul. Et c'est vrai qu'on est facilement abordés pour avoir de l'argent ou des choses comme ça. On ne se sent pas en sécurité. »

Et médecins et infirmières sont loin d'être les seuls dans ce cas puisque c'est l'Ordre des pharmaciens qui alertait l'Etat face à la très forte hausse des agressions qu'il a enregistrée depuis le début de l'épidémie de coronavirus. Aussi, pour protéger son personnel et tenter de le rassurer, la direction de l'hôpital Lariboisière s'est vue contrainte de recruter des agents de sécurité pour l'escorter jusqu'aux gares et aux stations de métro alentour. Un déplacement qui – on croit rêver ! – a tout du convoi de pionniers de l'Ouest escorté par la cavalerie : c'est ainsi que les gardes du corps accompagnent les soignants qui le demandent jusqu'aux transports toutes les vingt minutes, entre 18 et 22 heures ! Une situation intolérable. D'autant plus que, comme le confiait l'un des agents de sécurité à BFMTV, ces soignants, qui donnent tout depuis des semaines pour sauver des vies, au risque de perdre la leur, « ne sont pas venus au travail pour subir ce genre de choses après leur service » !

Source : Présent 03/04/2020

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[dialogue Patrick Buisson- François Bousquet](#)

[quand les médecins cumulent](#)

[le point sur le coronavirus par le professeur Didier Raoult](#)

[coronavirus : des conséquences de première grandeur par Alain de Benoist](#)

Journées de lecture

Atlas géopolitique de la Russie, par Pascal Marchand, Autrement, 96 p., 19,90€

L'Occident redécouvre la puissance russe après plusieurs années d'éclipse stratégique. Ce retour saute aux yeux – Libye, Syrie, Israël, Iran – mais c'est bien vers l'Asie que Moscou recouvre son potentiel économique. Un excellent outil d'analyse par un auteur qui n'a pas une vision idéologique de la Russie. A savoir l'incarnation du mal !